

7 Jours *Filpac CGT*

N°13 – lundi 29 octobre 2012

Directeur de la publication : Marc Peyrade
Rédaction : Jean Gersin / gersin@filpac-cgt.fr
FILPAC CGT : Case 426 – 263, rue de Paris – 93514 Montreuil cedex
Tél. : 01 55 82 85 74 – Fax : 01 55 82 85 67 filpac@filpac-cgt.fr – www.filpac-cgt.fr

Il se murmure, par delà le bruit, la fureur et le fracas des destructions d'emploi quotidiennes, des vociférations des sarkozistes et des patrons, que se tient une négociation nationale sur l'emploi. Nous n'en avons qu'un écho, celui des exigences patronales, à l'arrogance sans limite, véhiculées par les médias dont ils sont propriétaires. En fait de « compromis historique », ils veulent une flexibilité syndicale sans limite. Une reddition. Qu'ils ne comptent pas sur la Filpac CGT.

Les 3 « C » ou les communications mensongères de la c(l)asse patronale

Les 3 « C » ? Chômage, Coût du Travail, Compétitivité (et sa variante intégriste CC, le Choc de Compétitivité). Ce verbiage emplit les grands médias, enfle et gonfle comme une calomnie permanente contre le Travail. Quels sont les enjeux véritables de ce bourrage de crâne ? Décryptage.

- **Coût du travail** : le terme en soi constitue déjà un mensonge. Le Travail humain a bien un coût, mais pas grand-chose comparé **aux valeurs que lui et lui seul crée**. Traiter le salaire comme un coût est déjà une déclaration de guerre contre les revenus du Travail au nom des revenus du Capital, c'est-à-dire les profits.

Le salaire minimum interprofessionnel de croissance net est de 1118,44 euros pour 35 heures au 1^{er} juillet 2012. Les salariés payés exactement au SMIC ou selon une rémunération avoisinant le SMIC sont plus de 40% des 22, 3 millions d'actifs. 3,6 millions d'actifs sont payés à un taux inférieur au SMIC. **La France est un pays à bas salaires**. Mais pour le patronat ça ne suffit pas.

La campagne contre le coût du Travail a comme fonction la culpabilisation. Un ouvrier d'Addis Abeba, en Ethiopie, émarge à 42 euros par mois en octobre 2012 dans une usine de chaussures délocalisée là par les...



propriétaires chinois ! Tant que le salarié, ici, n'aura pas fait la concession de l'alignement de son salaire sur le revenu éthiopien, les rapaces du Medef mèneront leur campagne. Ce fut le sens des *One Euro Job* du chancelier allemand Schroeder dans son « agenda 2010 ». Des millions de travailleurs pauvres en sont nés. **Bras d'honneur !** Il y aura toujours un point du globe où le travail coûtera moins cher. Cette course est sans fin. **C'est le coût du capital et de sa politique qui est exorbitant**. Le coût du capital comprend l'exigence de renflouement permanent des banques. Dernières en date, Dexia et la banque

Peugeot. Rien n'est trop beau pour le banquier.

Le « coût du travail » est cloué au pilori pour justifier l'offensive patronale visant à flexibiliser le salaire, le rendre aléatoire, saisonnier, selon les carnets de commandes. D'où l'exigence patronale d'en finir avec le CDI, qui garantit le salaire indépendamment des fantaisies destructrices du marché. Les patrons n'ont rien d'autre en tête que de « restaurer leurs marges », c'est-à-dire leurs profits. Avec cynisme, ils jettent l'emploi à la casse comme une marchandise trop abondante. Et ils comptent sur l'extrême droite pour dévoyer la colère des chômeurs vers le bouc émissaire du moment.

Dans le coût du travail, il y a la Sécurité sociale, le salaire socialisé sous forme de prestations (santé, accident du Travail, vieillesse...). Le patronat exige le transfert des cotisations sociales employeurs vers le contribuable. Ce que les patrons payaient, ce serait aux salariés de le payer. D'où les fantasmes sur la CSG ou la TVA, qui viendraient prendre la place des cotisations patronales. Les milles et unes exonérations dont le patronat bénéficie ne lui suffisent plus. Il ne veut plus payer, au prix s'il le faut d'abattre un pan entier de la Sécu.

Le Capital considère que la crise est l'aubaine d'une vaste purge de tous les droits sociaux, salaire compris. Il ne consentira à réinvestir que s'il réussit à amoindrir durablement le niveau des rémunérations et de la couverture sociale.

- **Chômage**. Qui le crée ? Le salaire ? Chaque salarié serait, du seul fait qu'il possède une feuille de paie, responsable du chômage ? *Et ta sœur, Parisot !* Les employeurs, qui ont le pouvoir exclusif et

sans frein de licencier. Pourquoi le créent-ils et l'entretiennent-ils soigneusement ? Pour des raisons économiques ? Mais le patronat n'a même plus à justifier les causes économiques des destructions d'emplois. Bénéficiaire ou non, coté ou non en Bourse, le groupe ou l'une de ses entreprises a intérêt que le chômage atteigne des Himalaya.

- Le chômage répand l'arme dissuasive, la peur.
- Le chômage de masse et durable est le meilleur levier pour la baisse du coût du Travail.

Le patronat fauche l'emploi par centaines chaque jour. C'est un choc massif qui ébranle tout l'édifice social.

- La consommation s'effondre, alors que l'économie nationale repose à plus de 60% sur la demande intérieure.
- Les cotisations sociales sont amputées, ce qui fragilise un peu plus chaque jour la Sécurité sociale, alors qu'elle est un puissant facteur de résistance sociale à la crise.
- Ces manques en pouvoir d'achat et cotisations sociales génèrent encore plus de pression sur l'emploi par les plans d'austérité du gouvernement couplés aux plans de licenciements patronaux. La spirale de la récession est en route. Et celle de la misère sociale également.



Combien de chômeurs ? La propagande est bien faite parce que nul indicateur ne reflète exactement le nombre de chômeurs. L'Insee ne recense que les chômeurs inscrits, alors que beaucoup de jeunes ne le sont pas et que beaucoup d'autres, de guerre lasse, ne se font plus recenser.

- 3 057 900 étaient sans emplois au 1^{er} septembre 2012.
- 1 457 600 exerçaient une activité réduite, courte ou longue à la même date.
- 248 500 étaient sans emploi mais non tenus, contrairement aux précédents, de « faire des actes positifs de recherche d'emplois ».

Soit plus de 5 millions, tout confondu ! Et c'est ce capital chômage que le patronat veut faire fructifier. Imaginez un pays dans lequel les jeunes sont sans emploi, les vieux sont au chômage, ceux qui ne sont ni jeunes ni vieux soumis à la peur, l'incertitude du lendemain. Ce pays de cocagne, c'est celui de Parisot la Grande Sarkozette, de Gautier-Sauvagnac (ex chef de l'UIMM bientôt en correctionnelle pour son omerta dans une puante histoire de caisse très noire), de Monsieur Ernest Antoine Seillière de Laborde, de Wendel par sa maman (dans l'œil du cyclone de la Brigade financière pour bien autre chose que des paris sur des matches de handball).

- **Compétitivité.** Ce mot déclenche un grand délire, celui qui agite les sarkozystes et les patrons, avant l'annonce du rapport de l'ancien patron Gallois. **Compétitivité ? C'est la capacité à maintenir ou augmenter ses parts de marché face à la concurrence.**

La compétitivité est le bûcher monté par le patronat pour brûler le salaire. Les patrons sont-ils incapables d'exporter les produits créés par les salariés ? Le salaire ! Les patrons, qui exportent à 60 % dans la zone euro, sont-ils incapables de garder leurs parts de marché ? Le salaire ! Même si les exportations vont principalement en Allemagne, là où les salaires plus élevés ? Pas le savoir, le salaire ! le prix du produit ? Rien du tout, le salaire ! Le taux désastreux de change de l'euro qui défavorise les exportations hors Europe ? Non, le salaire ! Les marges excessives prélevées par les actionnaires dans l'établissement du prix du bien à exporter ? Des nèflés, le salaire !

La compétitivité formulée comme une condamnation a priori du salaire le place, coupable, forcément coupable, dans le dilemme suivant : l'entreprise exige le meilleur de lui-même, bien au-delà de sa qualification professionnelle. L'heure est au sacerdoce d'entreprise. En échange de quoi, l'entreprise explique au salarié que, malgré cet engagement exigé, il est licenciable à tout moment et son salaire appelé à baisser de toute façon. Et après ça, on nous endort avec des « risques psycho-sociaux » que des préventeurs (?) sont chargés de déminer. **Mais le mal dont souffrent les salariés, c'est le durcissement de l'exploitation capitaliste ! Pas de troubles personnels !**

Sortir des 3 C par la mobilisation, il n'y a pas d'autre choix. A moins d'être pris durablement pour des C...